

EDITO

Projet de steak artificiel : la bévée du Pr Mark Post

Retrouvez l'édito de cet Echo de l'Optimum sur la page d'accueil de notre site : www.eval-opti.fr.

EO La phrase

Par Gabriel Colletis, professeur d'économie à l'université de Toulouse-I, auteur de "L'Urgence industrielle !".

« les activités doivent être ancrées dans les territoires : on doit sortir de la simple localisation qui met en concurrence les implantations, pour passer à la logique d'accès à des compétences. [...] il faut mettre en place des protections - des droits de douane à l'échelle européenne sur des critères sociaux et environnementaux - pour créer les conditions de ce projet ».

Source : Le Monde du 21 février 2012, Dossier Economie.

EO Décryptage

Quelle méthode pour compter le CO₂ émis lors d'une prestation de transport ?

Le décret relatif à l'information sur la quantité de dioxyde de carbone émise à l'occasion d'une prestation de transport étant paru, et cette réglementation touchant les prestataires de la logistique agro-alimentaire, nous souhaitons relever ici les principaux points clés de la méthode de calcul.

- toutes les étapes de la phase de transport sont à prendre en compte, y compris les retours à vide,
- le coefficient d'émission par litre de carburant prendra en compte les étapes de production de ce carburant et sa combustion,
- les transporteurs doivent être en mesure d'attribuer à chacun de leur client la part d'émission qui leur revient,
- pour estimer sa consommation de carburant le transporteur pourra multiplier la distances parcourue par une valeur de consommation moyenne,
- le transporteur doit pouvoir établir le rapport entre les quantités transportées et ses émissions de CO₂,
- l'intervention d'un organisme accrédité pourra s'avérer nécessaire pour montrer la conformité des calculs effectués avec la méthode attendue par le ministère de l'écologie,
- les transporteurs de marchandises devront être en mesure d'informer leur client des émissions liées à leur commande, si possible au moment de la prestation, au plus tard dans les deux mois qui suivront,
- le client d'un transporteur pourra demander à celui-ci de lui fournir des explications sur la méthode de calcul employée.

Les chaînes d'informations et le traitement de ces dernières doivent se mettre en place pour que les transporteurs de marchandises fournissent leur "rapport carbone" entre le 1^{er} juillet 2013 et le 31 décembre 2013.

Notons que pour l'instant il n'est pas question de s'intéresser :

- au cycle de vie du mode de transport, alors que l'on pourrait se préoccuper des émissions de CO₂ liées à la fabrication d'un camion, de son entretien y compris le renouvellement des pneus) et de sa fin de vie (les camions sont-ils recyclables ?),
- ni à d'autres impacts des transports qui se traduisent plus ou moins directement par d'autres émissions de CO₂ liées à l'activité d'autres acteurs (l'entretien des routes par exemple).

Source : site web www.legifrance.gouv.fr.

EO Relocalisation de l'économie

De l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) aux Etats-Unis aussi !

C'est en s'inspirant d'une expérience réussie au pays basque espagnol (le groupe coopératif Corporación Mondragón) que Gayle McLaughlin, maire de Richmond en Californie, a suscité la création de sociétés coopératives de services (restauration, énergie solaire, réparation de vélo, etc.). Plus généralement la tradition coopérative américaine connaît un certain rebond, porté par la volonté de travailleurs souhaitant s'engager dans l'économie. Dans l'Ohio, ce sont les Evergreen Cooperatives qui créent des emplois, après avoir été soutenues par des dons et des partenariats locaux. Selon Ted Howard, artisan du projet, "ces entreprises sont ancrées dans une communauté, elles ne sont pas prêtes de plier bagage pour aller s'installer ailleurs". Pour Terry Baird, fondateur d'une boulangerie coopérative d'Oakland, ce modèle ne peut se développer qu'à condition de s'appuyer sur des produits ou des services que les consommateurs sont disposés à payer, sur un bon emplacement et sur un groupe de personnes capables de travailler ensemble.

Ici ou là-bas les fondamentaux restent les mêmes : la réussite repose sur la capacité de femmes et d'hommes (apportant une garantie humaine) à travailler en groupe, à mener un projet et à gérer une PME en se dotant des compétences indispensables en gestion.

Source : Courrier international n°1113, mars 2012.

EO Souveraineté alimentaire

Un réseau pour le développement des circuits alimentaires locaux en Deux-Sèvres

Coordonné par Emmanuel Bailly, ingénieur chargé de mission au Conseil Général des Deux-Sèvres, le réseau RésALIS prend son essor en partant d'une ambition toute simple : augmenter la part des productions agricoles locales dans le menu des restaurants gérés par les collectivités territoriales (telles que les "cantines scolaires") qui est actuellement très faible. Les animateurs du projet appellent à l'intelligence collective et rapprochent les cuisiniers et les agriculteurs. Parmi les idées produites par ces échanges, la notion de plateforme de première transformation des produits agricoles débouche sur un jeu de questions-réponses très concrètes. Nuance importante : il ne s'agit pas de centraliser mais plutôt de "faire pousser" des projets partout où cela est pertinent, avec l'impérieuse nécessité de faire renouer activité agricole et suivi de la valorisation à des fins alimentaires. Alors que le verrou de l'appel d'offre s'ouvre aux fournisseurs agricoles "en direct", les initiatives individuelles et collectives sont les bienvenues aux portes de la restauration hors foyer, pour un surcroît de qualité et de responsabilité.

Source : site web du Conseil Général des Deux-Sèvres, www.deux-sevres.com (lien direct [ici](#)).

EO Nouvelles du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)

Des contradictions autour de l'économie décarbonée ?

Le CESE vient d'émettre un avis sur la situation des PME françaises où il les exhorte à "**gagner la bataille de l'exportation**". Si l'exportation nécessite des moyens de transport en tout genre et des consommations d'énergie pour constituer et faire fonctionner les chaînes logistiques il semble légitime de s'interroger sur les conséquences d'un développement économique à vocation exportatrice. Mais le mot "carbone" ne se sera invité qu'une fois dans ce rapport de 70 pages, à l'intérieur d'une intervention de la CFDT qui rappelle ainsi que "la responsabilité d'un Etat stratège devrait viser à repositionner à moyen terme l'offre productive et commerciale pour l'adapter au changement de trajectoire, vers **une économie sobre en carbone et en ressources naturelles**". D'une certaine façon le CESE intègre cette dimension au moment d'inviter les PME à relever le défi de la concurrence mondiale en tirant bénéfice de la politique de l'UE qui préconise "**la promotion des normes sociales et environnementales pour les produits importés**". En décembre 2011 le CESE tenait un tout autre discours en abordant la délicate question du "rapport annuel sur l'état de la France en 2011" : il s'agissait alors de mobiliser chaque acteur et chaque citoyen autour de la gestion des ressources et de la nécessité d'élargir le suivi des émissions de GES du seul périmètre territorial du pays **au contenu carbone des échanges extérieurs**. N'avons-nous pas encore collectivement un problème de cohérence des stratégies, et de continuité sur l'ordre des priorités ?

Source : le site du CESE (lien direct [ici](#)).